



## LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** le décret n°2016-1741 du 15 décembre 2016 portant l'intégration de l'Ecole Nationale Supérieure de Céramique Industrielle à l'université de Limoges ;
- **VU** l'arrêté du 15 décembre 2016 portant création de l'école d'ingénieurs « ENSIL-ENSCI » de l'université de Limoges ;
- **VU** l'arrêté du 15 novembre 2023 fixant la liste des écoles accréditées à délivrer un titre d'ingénieur ;
- **VU** la circulaire n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur ;
- **VU** le règlement général des études applicable pour l'année universitaire 2025-2026 ;
- **VU** le règlement pédagogique applicable à l'ENSIL-ENSCI ;
- **SUR** les propositions de constitution de jury du 16 octobre 2025 de Madame la Directrice de l'ENSIL-ENSCI ;

Affaire suivie par :  
DE/FL/LU/N°665/2025/DE

## ARRETE

**ARTICLE 1** - Le jury de la 1<sup>ère</sup> année de la Formation Initiale au Métier d'Ingénieur, pour l'année universitaire 2025-2026 sera composé ainsi qu'il suit :

### Président

Joanny STEPHANT, Directeur des Etudes

### Vice-présidente

Cécile PAGNOUX, Professeur des Universités

### Titulaires

Claire DARRAUD  
Céline DECAMPS  
Gaëlle DELAIZIR  
Jérôme FRAISSE  
Jérémy GOUTERON  
David HAMANI

### Suppléants des membres

Françoise COSSET  
Thomas CLUZEAU  
Julien BREVIER  
Thierry CORTIER  
Virginie CHARBONNIER  
Abid BERGHOUT

**ARTICLE 2** - Le jury de la 2<sup>ème</sup> année de la Formation Initiale au Métier d'Ingénieur, pour l'année universitaire 2025-2026 sera composé ainsi qu'il suit :

### Président

Joanny STEPHANT, Directeur des Etudes

### Vice-présidente

Cécile PAGNOUX, Professeur des Universités

### Titulaires

Claire DARRAUD  
Julien BREVIER  
Sylvie FOUCAUD  
Thomas CLUZEAU  
Jérôme FRAISSE  
Jérémy GOUTERON

### Suppléants des membres

Michel CAMPOVECCHIO  
Gaëlle DELAIZIR  
David HAMANI  
Céline DECAMPS  
Damien ANDRE  
Virginie CHARBONNIER

**ARTICLE 3** – Le Directeur Général des Services de l'Université de Limoges et la Directrice de l'ENSIL-ENSCI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 17 octobre 2025

Pour le Président de l'Université et par délégation,  
le Vice-Président de la Commission de la Formation  
et de la Vie Universitaire

**Alexandre MAÎTRE**

Copies délivrées par courriels à :

- Madame la Directrice de l'ENSIL-ENSCI
- Madame la Responsable de la Direction des Etudes



### **Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à : M. Le Président de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.